La Russie lance ses premières frappes aériennes en Syrie

L'aviation russe a mené hier ses premiers bombardements en Syrie à la demande du Président Bachar Al-Assad, Vladimir Poutine estimant qu'il fallait prendre les «terroristes» de vitesse et les frapper avant qu'ils ne viennent «chez nous».

Ces frappes interviennent avant le début à 14h GMT d'une réunion au Conseil de sécurité des Nations-Unies, présidée par le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, sur la «menace terroriste», en premier lieu celle du groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie.

Le ministère russe de la Défense a confirmé que l'aviation russe avait procédé à des «frappes de précision» en Syrie, détruisant notamment des «équipements militaires», des moyens de communication et des «stocks d'armes et de munitions» de l'EI.

Selon une source de sécurité syrienne, l'aviation russe, en coopération avec l'armée syrienne, a frappé «des positions terroristes» situées dans trois provinces de Syrie, à Hama, Homs et Lattaquié, dans le nord-ouest et le centre du pays. Le seul moyen de lutter efficacement contre le terrorisme international - en Syrie comme sur les territoires voisins - (...) est de prendre de vitesse, de lutter et de détruire les combattants et les terroristes sur les territoires qu'ils contrôlent et ne pas attendre qu'ils arrivent chez nous», a justifié Vladimir Poutine lors d'un Conseil des ministres, selon des propos retransmis à la télévision russe.

Il a en outre affirmé que les bombardements russes étaient conformes au droit international puisqu'ils répondaient à une demande d'aide militaire formulée par la présidence syrienne, qui a confirmé qu'une lettre en ce sens avait été envoyée par Bachar Al-Assad, à défaut d'une résolution à l'ONU.

Le président russe a également confirmé que le dispositif ne concernait que des frappes aériennes, excluant ainsi - tout du moins pour l'heure - l'engagement de troupes au sol.

Les Etats-Unis, qui ont les premiers annoncé ces frappes russes, ont été une nouvelle fois pris de vitesse. Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a d'ailleurs appelé son homologue russe Sergueï Lavrov pour se plaindre.

Ces frappes ne changeront rien aux missions anti-EI de la coalition, a par ailleurs indiqué Washington.

Dans la matinée, les sénateurs russes avaient approuvé à l'unanimité la demande du Kremlin d'autoriser le recours à un «contingent militaire» à l'étranger, dans un vote similaire à celui qui avait précédé l'envoi de forces spéciales russes dans la péninsule ukrainienne de Crimée peu avant son annexion en mars 2014.

Selon le général russe Iouri Iakoubov, les informations sur les frappes aériennes seront transmises aux Etats-Unis via le centre de coordination antiterroriste mis sur pied à Baghdad par la Syrie, l'Iran, l'Irak et la Russie.

«Il ne s'agit pas de réaliser un quelconque objectif géopolitique ou d'assouvir une quelconque ambition, comme nous en accusent régulièrement nos partenaires occidentaux. Il s'agit des intérêts de la Russie», a poursuivi Sergueï Ivanov.

Cette accélération de l'engagement de Moscou dans le dossier syrien s'inscrit sur fond de bras de fer entre le Président américain Barack Obama et son homologue russe sur le sort à réserver à Bachar Al-Assad, «tyran» qui doit partir pour l'un et rempart contre les djihadistes de l'Etat islamique pour l'autre.

Projet de résolution russe

A la manœuvre dans le dossier syrien, Vladimir Poutine s'est imposé en quelques semaines comme un acteur incontournable face à Barack Obama.

Photos : DR

Le Président russe, Vladimir Poutine.

Washington a été pris de court par le coup de poker de Moscou qui a solidement renforcé en septembre sa présence militaire dans le nord-ouest de la Syrie, bastion du régime, en déployant de l'équipement militaire et en construisant une base dans l'aéroport de Lattaquié.

La Russie a également intensifié ses livraisons d'armes à l'armée régulière syrienne.

Lundi à l'ONU, l'homme fort du Kremlin avait appelé à la formation d'une «large coalition antiterroriste» contre l'EI, incluant Damas et Téhéran.

Barack Obama, qui mène sans grand succès depuis un an une vaste campagne contre le groupe djihadiste, ainsi que le Président français François Hollande rejettent toutefois cette idée et insistent sur la nécessité d'un «nouveau dirigeant» à Damas. Malgré les différends, Vladimir Poutine a néanmoins reconnu un dialogue «constructif et étonnamment ouvert» avec Barack Obama lors de la première rencontre officielle lundi entre les deux hommes depuis deux ans.

A la tribune de l'ONU, le Président américain avait déjà ouvert la porte à une coopération «avec tous les pays, y compris la Russie et l'Iran» pour tenter de trouver une issue à la guerre qui a détruit la Syrie et fait plus de 240 000 morts en quatre ans et demi.

Les forces en présence en Syrie

L'implication en Syrie de la Russie rend encore plus complexe un conflit qui opposait à ses débuts en 2011 le régime de Bachar Al-Assad à des opposants armés avant l'entrée en jeu de nombreux groupes, syriens ou étrangers, et des grandes puissances.

Le régime et ses alliés

L'armée syrienne, qui comptait 300 000 hommes dans ses unités combattantes au début du conflit, a vu depuis ses effectifs baisser de moitié en raison des morts, des défections et des insoumissions. Elle a perdu les deux-tiers du pays au profit du groupe Etat islamique (EI), des Kurdes, des rebelles modérés ou islamistes et du Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. Le territoire qu'elle contrôle est toutefois stratégique car il comprend Damas, Homs et Hama dans le centre, le littoral et une partie d'Alep, soit des régions où vit 50% de la population encore présente en Syrie.

Les milices prorégime comptent environ 150 à 200 000 hommes

La principale, les Forces de défense nationale (FDN, 90 000 combattants), a été créée en 2012. S'ajoutent à la multitude de milices locales celles qui viennent du Liban, d'Iran, d'Irak ou d'Afghanistan. La plus importante est celle du Hezbollah libanais, qui comprend entre 5 000 et 8 000 combattants selon des experts.

La Russie : alliée de poids du régime : elle a procédé mercredi à ses premières frappes aériennes. Elle n'a cessé ces dernières semaines de renforcer sa présence, en aménageant une base aérienne sur l'aéroport de Lattaquié (ouest) et en acheminant avions de combat, systèmes de défense aérienne et équipements modernes, dont une partie cédée au régime. Au moins 1 700 soldats ont été dépêchés en renfort, selon la presse russe.

L'Iran : principal allié régional du régime : il a envoyé 7 000 Gardiens de la révolution pour prêter main-forte à l'armée et fournit aussi conseillers militaires et aide économique.

Les rebelles et le front al-Nosra

Ahrar al-Cham : l'un des plus importants groupes rebelles. Créé en 2011 et financé par des pays du Golfe et la Turquie selon des experts, il est présent surtout dans le nord et dans la région de Damas. D'inspiration salafiste, il a tenté en 2015 de se présenter comme modéré aux yeux de l'Occident.

Le Front al-Nosra : branche syrienne d'Al-Qaïda : C'est le plus important groupe djihadiste en Syrie après son rival, l'EI. Mené par Abou Mohammad al-Jolani et classé comme groupe «terroriste» par Washington, il est allié avec des groupes rebelles notamment dans les provinces d'Idleb (nord-ouest) et d'Alep (nord). Il est également présent près de Damas et dans le sud.

Ces deux groupes font partie avec d'autres groupes rebelles moins importants de «l'Armée de la conquête» créée en 2015. Financée selon les experts par des pays du Golfe, elle a chassé l'armée de la totalité de la province d'Idleb.

Jaich al-Islam : le plus important groupe rebelle dans la région de Damas : il est dirigé par Zahrane Allouche, un islamiste.

Le Front du sud : il regroupe des groupes armés non islamistes qui ont conquis des parties de la province de Deraa (sud).

Groupe Etat islamique

Le groupe le plus mieux organisé, le plus riche et le plus craint en raison de ses atrocités, l'EI a conquis depuis son intervention en 2013 dans le conflit la moitié du territoire syrien.

Dirigé par Abou Bakr al-Baghdadi, fort de dizaines de milliers d'hommes, il combat le régime, al-Nosra, les autres rebelles et les Kurdes. Il a proclamé en juin 2014 un «califat» sur les territoires conquis en Syrie et en Irak voisin.

Près de 30 000 djihadistes étrangers ont rejoint ces deux pays depuis 2011, la plupart dans les rangs de l'EI, selon les services de renseignement américains.

Les Kurdes

Surtout présents dans le nord et le nord-est, les Kurdes défendent eux-mêmes leurs zones après le retrait du régime de leurs régions. Ils ont reçu le soutien de la coalition internationale pour chasser le groupe de plusieurs de leurs villes.

Coalition internationale

Face aux exactions commises par l'EI, les Etats-Unis et plusieurs pays arabes ont lancé en septembre 2014 des frappes contre les djihadistes de l'EI, sans parvenir à les neutraliser jusqu'ici. Ils ont été rejoints par plusieurs pays occidentaux, dont le Royaume-Uni et la France.

G-B

Le Labour prêt à voter en faveur de frappes en Syrie sous conditions

Le Parti travailliste britannique (opposition) a adopté hier une motion en faveur d'un vote au Parlement autorisant, sous conditions, des frappes en Syrie contre le groupe Etat islamique (EI), malgré l'hostilité de son nouveau leader Jeremy Corbyn.

La motion adoptée à la quasi-unanimité par le Labour, réuni en congrès à Brighton (sud de l'Angleterre), pose comme préalable aux bombardements une «autorisation claire et sans ambiguïté» des Nations-Unies, qui, à ce stade, n'existe pas. Le Labour demande également un vaste plan de l'Union européenne pour fournir une «aide humanitaire» aux réfugiés, ainsi que la poursuite «d'efforts diplomatiques internationaux» pour résoudre le conflit.

Les bombardements devront en outre viser «exclusivement des cibles militaires directement liées à l'Etat islamique», précise cette motion. La décision du Labour pourrait donner au Premier ministre conservateur David Cameron le consensus qu'il souhaite obtenir sur le sujet au Parlement. Cette motion constitue en revanche un désaveu pour Jeremy Corbyn, moins de trois semaines après son élection triomphale à la tête du principal parti d'opposition britannique. Mardi, lors de son premier grand discours devant le congrès annuel du parti, Corbyn, un pacifiste convaincu, avait affirmé que la solution au conflit syrien ne pouvait se limiter «à quelques bombes supplémentaires».

«Les combats doivent prendre fin», a-t-il répété hier sur la chaîne ITV.

En septembre 2014, M. Cameron avait obtenu l'autorisation des parlementaires pour participer aux frappes de la coalition contre l'EI, mais seulement en Irak. Avec l'objectif toutefois d'élargir un jour cette mission à la Syrie. En 2013, le Parlement avait rejeté une motion du Premier ministre demandant l'autorisation de mener des raids aériens en Syrie. Le Labour s'y était alors opposé.